La première colonie libre italienne de Lausanne (1943-1950)

Autor(en): **Cantini, Claude**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **6 (1989)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520213

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La première Colonie libre italienne de Lausanne (1943-1950)

par Claude CANTINI

Contrairement à Genève, Lugano et Zurich, où des groupements antifascistes ont été créés quelques années auparavant par l'émigration italienne, la *Colonia Libera italiana* de Lausanne – dont les prémices se mettent en place dès septembre 1943, avec la chute de Mussolini – est, en ce qui concerne les années quarante, la toute première organisation antifasciste italienne du chef-lieu vaudois. Elle représentera en outre et pendant des années la seule organisation antifasciste parmi celles, nombreuses (*Dante Alighieri, Missione Cattolica, Associazione Combattenti,* etc.) et plus ou moins compromises avec le régime de Mussolini (dont l'expression la plus visible, le *fascio,* avait désormais cessé d'exister), qui continuent à offrir aux 3600 Italiens vivant à Lausanne la possibilité d'une activité associative[1].

Jean Hugli écrit à ce sujet :

> «Quand s'effondra le régime fasciste, le 25 juillet 1943, les socialistes italiens de Lausanne sortirent de l'ombre. Sous la direction de Zappelli s'organisa une Colonie libre italienne dont l'activité ne fut pas tournée vers l'épuration et les règlements de comptes (on devait même lui repro-

---

[1] A vrai dire, il y a eu à Lausanne, parmi les Italiens, une deuxième organisation antifasciste : l'*Associazione Studenti Italiani* «Corda Frates». Fondée au début de 1939 par un groupe de jeunes juifs – victimes, sur le plan scolaire aussi, des lois raciales de septembre 1938 – réfugiés en Suisse, l'association essaya de rassembler tous les universitaires italiens opposés aux activités du groupe GUF *(Gioventù universitaria fascista)* de l'Université de Lausanne. Ce sont aussi ces Levi et Coen italiens qui donneront aux nationalistes de la Ligue vaudoise l'occasion de nourrir leur antisémitisme en parlant d'invasion de l'Université par des étudiants étrangers «aux noms suggestifs et colorés» («Le Grutli», nº 48, 30 novembre 1940).

cher son laxisme), mais vers les secours à apporter aux compatriotes dans la détresse»[2].

C'est que, comme l'écrit de son côté Elisa Signori :

«Au lendemain du 25 juillet 1943 les répercussions de l'écroulement du régime se firent peu sentir en Suisse où n'eut pas lieu, rapidement, le processus de démantèlement des activités des *Fasci* auquel il aurait été légitime de s'attendre : subordonnées dès le mois d'août 1943 à l'administration des autorités consulaires, les *Case d'Italia*, les groupes sportifs, les institutions scolaires et d'assistance liés aux *Fasci* continuèrent, sans innovations importantes et – surtout – sans changement de personnel, leur activité (parmi les institutions qui ont survécu citons l'ENIT, Institut national italien pour le tourisme, dont les réfugiés antifascistes eurent l'occasion, dans le passé, de dénoncer à maintes reprises l'activité d'espionnage) – parfois en sourdine, comme l'Institut italien de culture qui abandonna avec opportunité l'actualité pour se consacrer aux thèmes de la littérature classique italienne et survécut ainsi, sans dérangement, jusqu'à l'après-guerre – tandis que l'organe officiel des *Fasci*, la *Squilla italica*, piloté sans gêne par Carlo Richelmy sur une ligne de loyalisme absolu envers la monarchie, poursuivit les publications avec le leitmotiv d'une ambiguë union sacrée du peuple italien dedans et dehors les frontières» (trad.)[3].

A Lausanne aussi l'on agit donc avec des idées et des comportements peu clairs. Les activités humanitaires développées par la Colonie n'auraient pas dû, par exemple, justifier la commémoration de Giuseppe Garibaldi (en juin 1944 à la «Nuova» *Casa d'Italia*) en compagnie du professeur Sergio Zanotti, membre de l'ex-Milice fasciste et directeur du très compromis *Istituto italiano di Cultura* de Lausanne[4]. D'autant plus que, à la suite d'une agression contre des étudiants italiens internés en avril 1944, un appel, adressé à la Légation d'Italie à Berne, demandait la création d'une commission «dans le but d'éclaircir la situation juridique

---

[2] HUGLI Jean, «Socialisme antifasciste à Lausanne de la première à la deuxième guerre mondiale» in *L'emigrazione socialista nella lotta contro il fascismo (1926-1939)*, Florence 1982, p. 290.

[3] SIGNORI Elisa, *La Svizzera e i fuorusciti italiani*, Milan 1983, pp. 224 et 225.

[4] A ce sujet voir : BÜTIKOFER Roland, *Le Centre international d'études sur le fascisme et l'Institut italien de culture : la culture fasciste à Lausanne (1927-1943)*, mémoire de licence, Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, octobre 1988.

et financière de la *Casa d'Italia* et de l'*Istituto italiano di Cultura* afin de parvenir à la fermeture de ces deux institutions» (trad.)[5]. Inutile de dire que l'on se contenta d'inaugurer, le premier mai suivant, dans les mêmes locaux, une «nouvelle» *Casa d'Italia*. D'autre part, dans un *Pro-Memoria* daté du 21 mai 1944, transmis à la Délégation en Suisse du Comité de Libération Nationale, la Fédération des Colonies Libres italiennes (dorénavant FCLI) – dont la CLI de Lausanne est désormais membre – parle, se référant au décret-loi du 28 décembre 1943 sur l'épuration, de «l'élimination du personnel diplomatique et consulaire ou (...) du déplacement des fonctionnaires qui se sont signalés pour leur excessif zèle fasciste, ou qui se sont montrés hésitants à tirer les conséquences des événements du 25 juillet. La Fédération se réservant le droit de communiquer une liste de ces fonctionnaires»; de la «création (...) auprès des autorités consulaires, d'une commission de liaison, nommée par la Colonie libre, chargée de contrôler et de diriger le travail de reconstitution des différentes associations et institutions dans un sens démocratique»; des «institutions ex-fascistes et les *Case d'Italia* (qui) doivent être mises sous le contrôle et la direction de représentations ad hoc des Colonies libres intéressées», de «l'éloignement de toutes les organisations et les institutions italiennes des fascistes qui ont assumé des fonctions dirigeantes ou représentatives durant l'ancien régime ou qui se sont rendues particulièrement odieuses et intolérables»; de la «sévère défascistisation des écoles italiennes encore en activité» et, enfin, du «retour à la normalité en matière de passeports, en abolissant tout signe distinctif de caractère politique ou racial» (trad.)[6].

A Zurich, par exemple, à partir de l'automne 1943, les vieux militants antifascistes italiens refusèrent (même si leur geste n'a pas toujours été compris et s'ils sont restés minoritaires) d'avoir un quelconque contact avec les autorités consulaires et les notables des organisations italiennes à peine ex-fascistes, c'est-à-dire d'accepter une trop facile pacification, sans aucune autocritique préalable.

Les sentiments étoufferont, une fois de plus, la cohérence politique.

---

5 «Libera Stampa», Lugano, 6 mai 1944.

6 LEUENBERGER Giorgio, *Der Antifaschismus in der italienischen Emigration in der Schweiz, 1943-1945 – Die Entstehung und die Gründung des Federazione delle Colonie Libere Italiane in Svizzera*, mémoire de licence, Faculté des Lettres de l'Université de Zurich, 1984, p. 146.

Même le socialiste Luigi Zappelli, né en 1886, maire d'Intra-Verbania avant la venue au pouvoir du fascisme, devenu en 1929 entrepreneur à Lausanne et signalé encore comme «subversif» dans le Casier politique des Italiens à l'étranger, établi en 1941 par le Ministère de l'Intérieur, a été trahi par le fait d'avoir, justement, «le cœur sur la main».

En novembre 1943 a lieu à Olten, à l'initiative des milieux antifascistes zurichois, une rencontre au cours de laquelle est fondée la FCLI, conçue avant tout comme un organe de coordination des communautés italiennes qui avaient pris la ferme décision de neutraliser les effets délétères de la propagande fasciste (et souvent clérico-fasciste) parmi les Italiens résidant en Suisse. Cette rencontre permet aussi de prendre la décision de faire paraître dans *Libera Stampa*, le quotidien socialiste tessinois, une page hebdomadaire consacrée aux problèmes de l'émigration italienne (la «Pagina» paraîtra effectivement de 1944 à 1948) et de voter deux ordres du jour : l'un qui déplore le fait que la *Squilla italica*, l'hebdomadaire du fascisme italien en Suisse, continue de paraître; l'autre qui déplore les manœuvres politiques des milieux monarchistes italiens, trop souvent compromis avec le régime mussolinien, en terre helvétique. Une *Giunta Esecutiva Federale* provisoire de neuf membres est élue à la même occasion (notons les noms de F. Schiavetti de Zurich, O. Chiostergi de Genève, L. Mainetti de Bellinzone, M. Moscardin de Bâle et E. Agostinetti de Berne). Le fait qu'une personnalité comme Zappelli ne fasse pas partie de ce premier organe exécutif semble prouver qu'il était absent de la réunion d'Olten.

A propos de la nécessité d'un antifascisme clair, E. Signori écrit encore :

> «Justement pour contraster avec l'attitude passive de la majorité des Italiens (...) dans le vide laissé par les organisations fascistes et devant l'ambiguïté des milieux diplomatiques, les minorités actives et politisées de l'antifascisme décidèrent de prendre l'initiative afin d'impliquer les masses de l'émigration, politiquement incertaines et désorientées, dans un choix clair, tout en empêchant que la crise qui secouait l'Italie – prélude obligé à une future renaissance démocratique – ne soit gérée en Suisse de façon bureaucratique et autoritaire» (trad.)[7].

---

[7] SIGNORI E., op. cit., p. 225.

A la fin décembre 1943, la CLI de Lausanne est encore en voie de constitution. Ses premières activités connues touchent à l'aide destinée aux étudiants internés après l'armistice du 8 septembre 1943; un camp d'internement militaire destiné aux universitaires se trouve en effet, depuis janvier 1944, dans la banlieue de Lausanne et compte 180 internés. A titre anecdotique, signalons qu'Amintore Fanfani, professeur à l'Université catholique de Milan, premier-lieutenant en fuite et surtout antifasciste de toute dernière heure fait partie du corps enseignant. Ce qui confirme la confusion idéologique qui domine les milieux italiens de Lausanne.

Les nouvelles épreuves qui s'abattent sur les antifascistes italiens à la suite de la restructuration du fascisme dans la République de Salò, étroitement associée aux nazis, poussent, au printemps 1944, Luigi Zappelli à la création – au sein de la Colonie libre italienne de Lausanne – d'un *Comitato di soccorso per i deportati politici e razziali* qui se réunissait à la rue du Midi 4. Il ne faut pas confondre cette organisation avec les *Comitati di soccorso ai rifugiati civili*, lancés par la FCLI dès sa constitution en novembre 1943. La genèse de ce qui deviendra tout simplement le *Comitato di Losanna* est connue :

> «Un groupe d'étudiants italiens qui, à la suite des lois raciales instaurées par le régime fasciste, résident depuis quelques années à Lausanne afin d'y poursuivre des études universitaires et qui ont donné, dès sa création, une activité fervente de pensée et d'action au sein de la *Colonia Italiana Libera* (...) ont demandé à la même Colonie d'affronter le problème tragique des déportations qui, à partir du 8 septembre 1943, ont été mises à l'ordre du jour par les autorités allemandes, soutenues par les néo-fascistes... La Colonie de Lausanne a cru de son devoir d'accueillir la proposition des étudiants italiens, lesquels, il faut le souligner, ont, dès le premier moment, demandé que le problème fût étudié tant en ce qui concerne les déportés pour cause raciale que pour tous ceux qui doivent leur sort douloureux à des causes politiques» (trad.)[8].

Les deux causes se confondent du reste souvent.

---

[8] SARFATTI Michele, «Il Comitato di soccorso per i deportati italiani politici e razziali di Losanna (1944-1945)» in *Ricerche storiche*, Florence, nº 2-3, mai-décembre 1979, p. 475 : relation de Luigi Zappelli intitulée «L'assistenza ai deportati italiani. L'opera del Comitato di Losanna».

La création du *Comitato* est cependant aussi

«le résultat de la rencontre et de l'unité à laquelle sont parvenus les trois milieux particuliers de la communauté italienne (...) les vieux représentants du mouvement ouvrier, éloignés d'Italie depuis des années mais toujours liés à son histoire et à ses luttes démocratiques et prolétariennes; les jeunes qui ne savent que peu ou rien de ce passé, lesquels, après avoir choisi le refuge en Suisse pour ne pas servir le régime de Salò et les occupants allemands, cherchaient maintenant une route (...) afin de traduire en une action positive leur refus; les juifs qui, après avoir réfléchi sur les causes profondes de l'antisémitisme fasciste, avaient fini par transformer leur antifascisme d'un choix obligé (...) en convictions bien plus complexes et enracinées» (trad.)[9].

Sous la présidence de Luigi Zappelli, le *Comitato* est formé de Franco Panza de Maria (professeur de littérature italienne à L'Université de Lausanne, pasteur de l'Eglise évangélique italienne et franc-maçon), Angelo Donati (avocat), Renzo Ravenna (avocat), Alberto Levi (médecin), Augusto Levi (ingénieur), Bruno Levi et Iolanda Moise.

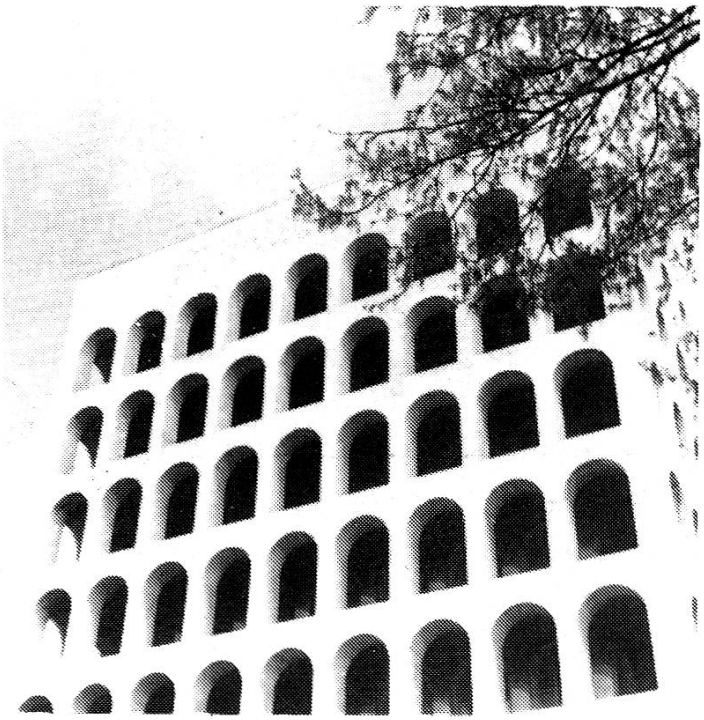
En utilisant les précieuses informations fournies par ses délégués dans les divers centres de triage et dans les camps de déportation, le *Comitato* – qui prend tout de suite contact avec le *Comitato di soccorso* de Rome, avec la *Delasem (Delegazione assistenza emigranti ebrei)* à Zurich et avec la Croix-Rouge Internationale à Genève – démontre rapidement son efficacité : «de la simple récolte de renseignements jusqu'aux initiatives à caractère diplomatique qui essayaient d'impliquer dans cette opération de secours non seulement les grandes institutions d'entraide, mais aussi les représentants diplomatiques, voire les gouvernements» (trad.)[10]. Le *Comitato* cesse définitivement ses activités en juillet 1945 par la publication d'une *Relazione sull'attività svolta.*

Au moment où il aurait été désormais possible de développer enfin les activités spécifiques de la Colonie libre italienne de Lausanne, Luigi Zappelli est, en automne 1945, réélu maire d'Intra-Verbania. A cette première charge politique s'ajoute, en 1946, celle de membre de l'Assemblée Constituante à Rome; nomination qui précède son élection comme

---

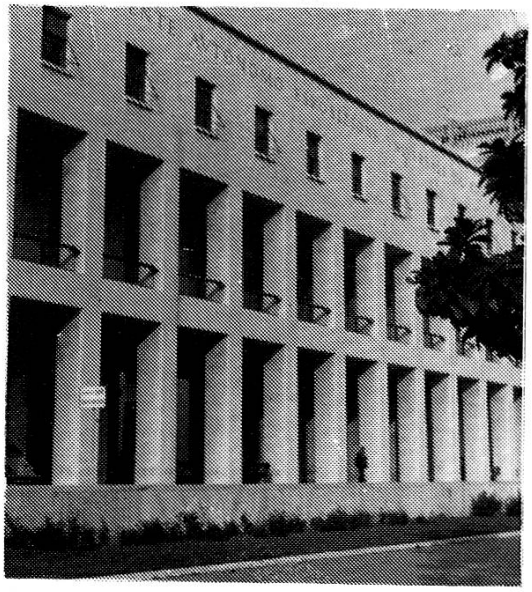
[9] SARFATTI M., loc. cit., pp. 464 et 465.

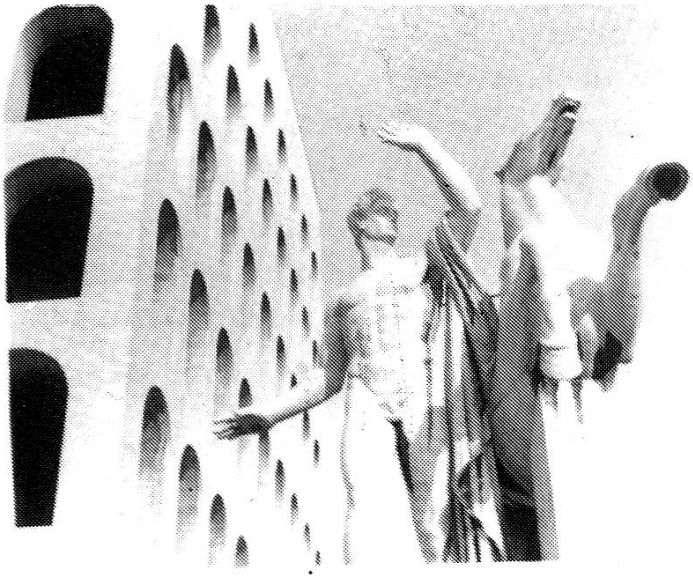
[10] SARFATTi M., loc. cit., p. 464.



La Rome fasciste :
Esposizione Universale di Roma (E.U.R.)

Photos Pierre Jeanne





député à la Chambre italienne en avril 1948. Du reste, l'infatigable Zappelli décède à Lausanne en août 1948, victime d'une banale otite qui s'est compliquée en méningite. Son ami et camarade, le socialiste Paul Golay écrira de lui :

> «Ce qu'on ne dira jamais assez, ce sont les actes de générosité et d'entraide du défunt, à l'égard des camarades italiens victimes du fascisme. Combien travaillèrent sur ses chantiers «en douce». Combien bénéficièrent de son appui matériel. Combien de militants furent reçus chez lui... Il soutenait de ses deniers mille oeuvres diverses, payant de sa personne, fournissant les fonds»[11].

La mort de Zappelli c'est un peu le commencement de la fin de la Colonie. Les nouvelles sur ses activités se font de plus en plus rares.

Dans une lettre à la FCLI de novembre 1948, le secrétaire de la CLI de Lausanne (qui se réunit maintenant au *Circolo italiano* – ex-*Casa d'Italia* – au Valentin 12) Ernesto Vella écrit :

> «Jusqu'à la libération la *Colonia Libera* de Lausanne a effectué un travail d'intérêt général et d'éducation démocratique parmi les émigrants. Après le départ des internés, les assemblées étaient fréquentées par quelques membres. Ce manque d'intérêt était dû au fait que les tâches de la CLI étaient concentrées sur les problèmes des internés et de l'épuration. Avec l'arrivée des saisonniers italiens en Suisse, différentes difficultés ont surgi à leur égard et il devenait nécessaire d'avoir une organisation capable de s'occuper de leurs intérêts. Pour cela, en janvier 1948 s'est constituée à Lausanne une *Associazione dei Lavoratori Italiani* qui ne pouvait cependant pas résoudre tous les problèmes que les émigrés italiens rencontraient, étant donné l'absence d'un organisme central sur le territoire de la Confédération. C'est pour ces raisons que l'*Associazione* a décidé, lors d'une assemblée qui a eu lieu le 14 novembre 1948, de fusionner avec la *Colonia Libera* de Lausanne pour lui redonner vie et activité» (trad.)[12].

En janvier 1949, Vella écrit encore à Zurich en précisant que

> «notre section de Lausanne compte aujourd'hui 20 membres inscrits, en majorité des travailleurs saisonniers. La cause du petit nombre d'inscrits est due au fait que la vieille *Colonia Libera* n'a eu, depuis deux ans, aucune activité» (trad.)[13].

---

[11] «Le Peuple», Lausanne-Genève, 10 août 1948.

[12] Archives de la FCLI, Zurich.

[13] Archives de la FCLI, Zurich.

Passe une année et nous apprenons – par une lettre à Zurich de février 1950, signée André Gandini – que le secrétaire provisoire de la Colonie est Michele Rigaldo; le père de ce dernier – Martino, un vieil antifasciste – qui fait partie du comité, a déclaré à Gandini

> «que l'association locale ne fait pas de grands progrès étant donné qu'elle était constituée surtout de saisonniers qui maintenant sont tous rentrés. Le peu d'Italiens qui restent son indifférents à la Fédération, étant presque tous anciens du vieux régime et plus ou moins encore ses partisans» (trad.)[14].

Gandini ajoute :

> «D'autre part ce titre de *Colonia Libera* ne plaît pas à tout le monde... Le Président de la *Colonia* est malade depuis un certain temps et cela explique aussi l'état d'inertie dans lequel elle se trouve» (trad.)[15].

En mai, la nouvelle secrétaire Irma Barone insiste sur le fait que

> «l'activité de notre société avait porté sur la défense des intérêts des travailleurs saisonniers (presque tous partis) plus que sur une action en faveur des émigrés établis à l'étranger (...). L'année dernière, à cause de la maladie de notre président, la CL de Lausanne n'a pas eu de réunions régulières. Aujourd'hui nous sommes 15 membres, nous avons élu un nouveau comité et nous sommes disposés à travailler»(trad.)[16].

De la constitution de ce nouveau comité il est aussi question dans une lettre, datée 8 mai 1950, de Cesare Sacerdote (réfugié à Genève depuis 1939 en tant que juif antifasciste) à Giovanni Medri, responsable de la FCLI, qui l'avait invité à se rendre à Lausanne pour se rendre compte personnellement de la situation :

> «La *Colonia Libera* se trouve dans un très beau local qui est le siège du *Circolo italiano*, avec bar et salle de théâtre. Cependant, le *Circolo italiano* a été créé au temps du fascisme et quand celui-ci s'écroula les dirigeants laissèrent environ 90'000 francs de dettes... Pour payer ces dettes a été constituée une hypothèque dont les intérêts sont à la charge de la *Colonia Libera* et de toutes les autres associations qui y ont leur siège... Après une

---

[14] Archives de la FCLI, Zurich.
[15] Archives de la FCLI, Zurich.
[16] Archives de la FCLI, Zurich.

période de débandade, et peut-être grâce à vos appels, la *Colonia Libera* a constitué un comité il y a juste quelques jours» (trad.)[17].

Il s'agit malheureusement d'un bref chant du cygne puisque, malgré une lettre d'encouragement de la FCLI en date du 17 mai,

«la section de Lausanne que l'on espérait faire avancer avec le nouveau comité, n'a plus eu d'activité depuis le mois d'août. Nos deux amies chargées du secrétariat et de la caisse sont parties à l'étranger et il n'a pas été possible de trouver d'autres éléments pour les remplacer» (trad.),

comme on lit dans une lettre du 15 décembre 1950 envoyée à Zurich par le président Martino Rigaldo[18].

La rencontre prévue «avec divers amis de Lausanne» à fin décembre pour essayer «de sortir de cette situation» se solde par un échec. Ainsi, presque quatre ans plus tard, le même Rigaldo, en écrivant encore à Zurich le 5 juillet 1954, ne peut que constater que

«la *Colonia Libera* de Lausanne n'a pas donné signe de vie depuis longtemps... Le petit noyau d'ouvriers antifascistes qui habitent Lausanne ne veulent plus s'occuper de notre association. Les jeunes sont absorbés par l'ambiance suisse romande. Notre ville manque d'éléments intellectuels» (trad.)[19].

Et répliquant à Medri – déçu qu'à Lausanne «il ne puisse exister une dizaine d'Italiens capable de créer un comité pour la défense de leurs intérêts» (trad.)[20] – Rigaldo répond le 21 août 1954 (il s'agit du dernier document découvert) :

«Il est très difficile de trouver des éléments disposés à faire un minimum de travail. Les saisonniers italiens sont disséminés un peu partout et à Lausanne n'existent pas des grands centres de rencontre ou de travail. Nos compatriotes sont pour la plupart employés dans l'hôtellerie et ils ont des horaires de travail qui ne laissent pas de temps utile» (trad)[21].

Engagée à fond dans un légitime effort visant à soulager les conséquences immédiates du fascisme, la Colonie libre italienne de

---

[17] Bresadola Gianfranco, «Giovanni Medri, il sergente di ferro della FCLIS» in *Agorà*, Zurich, 4 mai 1988, p. 27.

[18] Archives de la FCLI, Zurich.

[19] Archives de la FCLI, Zurich.

[20] Archives de la FCLI, Zurich : lettre du 21 juillet 1954.

[21] Archives de la FCLI, Zurich.

Lausanne n'aura en définitive pas le temps de se pencher, calmement, sur les problèmes socio-économiques, voire culturels, de l'émigration italienne dans le chef-lieu.

Il s'agit de toute façon d'un phénomène général, car les Colonies libres italiennes en Suisse, qui englobent l'émigration ouvrière et l'émigration politique, connaissent, à partir de 1945, une baisse progressive d'activité liée justement au retour en Italie de ceux qui avaient cherché un refuge plus ou moins momentané en Suisse.

Au Congrès d'octobre 1945 (Lugano), étaient présents 46 délégués de 34 colonies pour un total d'environ 1200 membres. Mais «déjà en 1945, la FCLI avait vu surgir de nouvelles taches qui n'avaient plus rien à faire avec le fascisme et l'antifascisme. Elle ne reprendra en main ces problèmes qu'après deux ans de crise (1945-1947) et à la suite du Congrès de 1947, période qui correspond à celle de la nouvelle émigration» (trad.), comme l'écrit G. Leuenberger[22].

Une reprise des activités n'aura lieu que dans les années 50. A Lausanne, la tâche de défense des intérêts de l'émigration économique, qui reviendra en nombre, sera assumée par la deuxième et actuelle Colonie libre italienne, plus engagée sur ce plan, fondée autour de 1958 (les documents manquent). Nous savons seulement que les premières réunions auront lieu dans les locaux de la Maison du Peuple, pour bien marquer la différence avec les associations italiennes qui gravitent autour du *Circolo italiano* (ex-*Casa d'italia*) dont les vieux dirigeants, théoriquement apolitiques, sont en réalité, encouragés en cela par les retombées de la guerre froide, encore passablement nostalgiques du régime fasciste, en tout cas farouchement «anti-rouges».

---

[22] LEUENBERGER G., op. cit., p. 131.